









# États Financiers Consolidés IFRS - Au 31 Décembre 2013

En milliers de Dirhams

## 7.11. Impôt sur les résultats

7.11.1. Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

La charge d'impôt pour les années 2013 et 2012, s'analyse comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012
Charge d'impôts courants	79 839	96 354
Charge d'impôts différés	-2 216	4 151
Charge d'impôts de la période	77 623	100 505

La charge d'impôt courant correspond aux montants payés ou restant à payer à court terme à l'administration fiscale au titre de l'exercice, en fonction des règles en vigueur.

## 7.11.2. Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2012	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	31/12/2013
Impôts différés actifs	-917	-1 686	80	-2 524
Impôts différés passifs	476	-530	1 050	994
Impôts différés actifs / passifs	-443	-2 216	1 129	-1 530

## 7.11.3. Preuve d'impôts

	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net de l'ensemble consolidé	133 545	169 291
Impôts exigibles (IS)	79 839	96 354
Impôts différés	-2 216	4 151
Total charge fiscale consolidée IFRS	77 623	100 505
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	211 168	269 796
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	36,76%	37,25%
Montant de différences de taux mère/filiale	509	-122
Impôt sur différences temporelles		
Effet des autres éléments		
Charge fiscale recalculée	78 132	100 383
Taux d'impôt légal au Maroc	37%	37%

## 7.12. Résultat de base et résultat dilué par action

	31/12/2013	31/12/2012
Résultat net part du Groupe	133 742	169 980
Nombre d'actions ordinaires émises	5 000 000	5 000 000
Résultat par action en dirhams	26,75	34,00

## NOTE 8 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31 décembre 2011	500 000			628 930	-1 300	1 127 630	13 524	1 141 154
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31 décembre 2011	500 000			628 930	-1 300	1 127 630	13 524	1 141 154
Opérations sur le capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				(150 000)		(150 000)	(2 933)	(152 933)
Résultat de l'exercice au 31 Décembre 2012				169 980		169 980	-689	169 291
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions		(D)						
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat		(E)			(6 642)	-6 642	(292)	-6 935
Écarts de conversion - variations et transferts en Résultat		(F)						
Gains ou pertes latents ou différés		(D) + (E) + (F)			-6 642	-6 642	-292	-6 935
Variation de périmètre								
Autres variations (écart entre SN N-1 base conso et SN après affectation résultat base conso N)				784		784		784
Capitaux propres clôture 31 Décembre 2012	500 000			649 694	-7 943	1 141 751	9 610	1 151 361
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres clôture 31 décembre 2012	500 000			649 418	-7 943	1 141 475	9 610	1 151 085
Opérations sur le capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				(150 000)		(150 000)		(150 000)
Résultat de l'exercice au 31 Décembre 2013				133 742		133 742	-197	133 545
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions		(D)						
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat		(E)			5 906	5 906	7	5 913
Écarts de conversion - variations et transferts en Résultat		(F)						
Gains ou pertes latents ou différés		(D) + (E) + (F)			5 906	5 906	7	5 913
Variation de périmètre								
Autres variations (écart entre SN N-1 base conso et SN après affectation résultat base conso N)						0		0
Capitaux propres clôture 31 Décembre 2013	500 000			633 160	-2 037	1 131 123	9 420	1 140 543

	31/12/2012	Affectation résultat	Résultat de l'exercice	Dividendes	Autres mouvements	31/12/2013
Capital social	500 000					500 000
Réserves consolidées	479 714	169 980	(150 000)	(277)		499 418
Gains ou pertes latents ou différés	-7 943		5 906	(2 037)		(2 037)
Bénéfice de l'exercice	169 980	(169 980)	133 742			133 742
Capitaux propres - part groupe	1 141 752	-	133 742	(150 000)	5 629	1 131 123

## NOTE 9 : INFORMATIONS RELATIVES AU TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

FLUX DE TRÉSORERIE	31/12/2013	31/12/2012
Résultat avant impôts (A)	211 169	269 583
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	16 930	12 817
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		
+/- Dotations nettes aux provisions	(25)	(584)
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		
+/- Produits/charges des activités de financement	(59 881)	(2 463)
+/- Autres mouvements	17 182	(31 639)
Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements (B)	(25 794)	(21 869)
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés	140 207	1 193 347
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	(107 377)	(373 882)
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	(824 847)	(1 140 471)
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	1 074 477	165 070
- Impôts versés	(90 143)	(70 902)
Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15) (C)	192 317	(226 838)
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE (Total des éléments A, B et C) (D)	377 692	14 875
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		
+/- Flux liés aux immeubles de placements		
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(29 893)	(35 725)
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 16 à 20) (E)	(29 893)	(35 725)
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	(149 999)	(143 220)
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23) (F)	(149 999)	(143 220)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE (Total des éléments D, E et F)	197 799	(164 070)

COMPOSITION DE LA TRÉSORERIE	31/12/2013	31/12/2012
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A L'OUVERTURE	99 923	244 506
Caisse, banque centrales, CCPactif & passif	27 644	222 491
Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	72 258	22 015
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE A LA CLÔTURE	297 722	80 436
Caisse, banque centrales, CCPactif & passif	208 428	27 644
Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit	89 293	52 772
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	197 799	(164 070)

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

• Les activités opérationnelles sont représentatives des activités génératrices de produits de CDG Capital et filiales ;

• Les activités d'investissement représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles ;

• Les activités de financement résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres, les dettes subordonnées et les dettes obligataires.

La notion de trésorerie nette comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales et CCP, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

## NOTE 10 : INFORMATION SECTORIELLE

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : activités financières.

## NOTE 11 : PARTIES LIÉES

### 11.1. Parties liées

Les parties liées à CDG Capital sont d'une part les filiales, et d'autre part le président, les administrateurs, le Directeur Général, le Directeur Général Délégué, les Directeurs Généraux Adjointes, les Directeurs Délégués, et les directeurs métiers, ainsi que leurs conjoints et enfants.

### 11.2. Transactions avec les principaux dirigeants

Les avantages accordés aux principaux dirigeants se décomposent comme suit :

	31/12/2013	31/12/2012
Avantages à court terme	22 517	21 242
Avantages postérieurs à l'emploi		
Autres avantages à long terme		
Indemnités de fin de contrat de travail		
Paiements en action		
Total	22 517	21 242



## Risque de taux d'intérêt (Trading book)

Le risque de taux d'intérêt sur le portefeuille de négociation est géré dans le cadre des limites internes validées par la Direction Générale. Ces limites concernent notamment : les encours, les émetteurs, les sensibilités et la durée. Le risque de taux d'intérêt fait l'objet de limites de VaR permettant de contrôler le profil de risque du portefeuille obligataire. En outre, plusieurs scénarios de « stress test » sont appliqués au portefeuille de négociation permettant de mesurer le risque encouru en cas de variations extrêmes des paramètres de marché.

La gestion du risque de taux sur le portefeuille de négociation se base principalement sur les indicateurs de volume et de sensibilité du portefeuille. En effet, compte tenu des anticipations et analyses internes des évolutions de la courbe des taux et des niveaux des spreads des émissions privées, CDG Capital détermine les limites du portefeuille en termes de volumes (des poches et par émetteurs), le seuil toléré pour la sensibilité du portefeuille ainsi que des seuils d'alerte pour limiter les pertes potentielles.

## Risque sur titres de propriété

Le risque sur les titres de propriété est encadré à CDG Capital via un dispositif intégrant des limites d'encours, une limite stop loss ainsi qu'une limite VaR. La gestion des risques du portefeuille s'est caractérisée par une tendance prudente et anticipative eu égard à la forte incertitude et à la baisse notable de la liquidité des titres de propriétés. CDG Capital veille également à la liquidité de son portefeuille titres de propriété en vue de limiter ses pertes en cas de scénarios extrêmes de la bourse de Casablanca.

## Risque de change

La position de change de la Banque demeure relativement maîtrisée et respecte en permanence les contraintes réglementaires de Bank AL-Maghrib relative à la position de change. Un système de limites internes et réglementaires des positions a été mis en place en vue de garantir une maîtrise parfaite du risque de change encouru.

## 3. Risques structurels du bilan

La gestion des risques structurels est effectuée conformément aux dispositions prévues par référentiel interne de CDG Capital validée par le conseil d'Administration de la Banque. En effet, ce référentiel interne définit les sources de risques de taux d'intérêt et de liquidité et détaille les démarches et les outils utilisés pour en assurer la mesure, la gestion, le suivi et le contrôle.

Les réunions du comité ALCO constituent l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse du suivi régulier de la position de la banque vis-à-vis des risques de taux et de liquidité : examen du profil de taux et de liquidité, analyse de l'évolution du ratio de liquidité et présentation de la structure du bilan, résultats des stress test et synthèse des respects des limites internes.

## Objectifs de CDG Capital

- Réduire autant que possible le degré d'exposition aux variations de taux d'intérêt au vue de maîtriser la sensibilité sur le résultat et les fonds propres de la banque ;
- Garantir le refinancement des activités de la banque à un coût optimal en situation courante et s'assurer qu'elle pourra faire face à des situations de crise touchant le marché.

## Gestion du risque global de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement d'une part sur le calcul des gaps cumulés de taux d'intérêt et d'autre part par l'analyse de la structure du bilan par type de taux (taux fixe/ taux variable).

Le calcul et l'analyse des gaps de taux par tranches d'échéances et cumulés permettent à la banque de mesurer et d'anticiper le risque qu'elle peut encourir en cas de baisse ou de hausse des taux sur le marché. Un dispositif de limites internes pour le risque de taux a été également instauré en vue de limiter le risque de taux encouru par la banque.

## Gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de ses engagements financiers lorsqu'ils arrivent à leur échéance.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité de CDG Capital est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme et une approche globale. L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, outre son caractère réglementaire, un moyen de mesure de l'adéquation entre les emplois liquides mobilisables à court terme et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

Au cours de toute l'année 2013, CDG Capital a assuré le respect permanent du ratio réglementaire de liquidité. Aussi, CDG Capital s'est dotée dès 2010 d'un Comité de Trésorerie, relevant du Comité ALCO. Il est en charge de définir les stratégies et instruments nécessaires pour une gestion optimisée (financement et placement) de la trésorerie à court terme de la banque.

L'approche globale, quant à elle, permet de la mesure de la sensibilité de liquidité à travers deux approches d'évaluation (impasses statiques et impasses dynamiques) et sur l'analyse de la structure du bilan. Elle assure ainsi une vision globale sur le profil de liquidité de CDG Capital et permet l'adéquation de la structure des ressources (nature et maturités) à celle des placements. CDG Capital dispose d'un système de limites internes dont la fonction est d'assurer en permanence sa capacité de se prémunir contre les crises de liquidités. Le ratio de liquidité réglementaire connaît actuellement une réforme réglementaire pour répondre davantage aux normes de Bâle III, à travers le nouveau ratio de liquidité à court terme « LCR » (Liquidity Coverage Ratio). CDG Capital a participé activement courant 2013 aux travaux de simulations et d'études d'impact relatifs à l'implémentation dudit ratio.

## 4. Risques opérationnelles et plan de continuité de l'activité

La gestion des risques structurels est effectuée conformément aux dispositions prévues par référentiel interne de CDG Capital validée par le conseil d'Administration de la Banque. En effet, ce référentiel interne définit les sources de risques de taux d'intérêt et de liquidité et détaille les démarches et les outils utilisés pour en assurer la mesure, la gestion, le suivi et le contrôle.

Les réunions du comité ALCO constituent l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse du suivi régulier de la position de la banque vis-à-vis des risques de taux et de liquidité : examen du profil de taux et de liquidité, analyse de l'évolution du ratio de liquidité et présentation de la structure du bilan, résultats des stress test et synthèse des respects des limites internes.

## Objectifs de CDG Capital

La gestion des risques opérationnels inhérents aux activités de CDG Capital constitue un dispositif transversal nécessitant l'implication et la participation de tous les organes et métiers de la Banque. Ce dispositif mis en place vise à identifier, mesurer et se couvrir contre les risques opérationnels portés par les activités de la banque. Conformément à la politique de gestion des risques, CDG Capital s'est dotée d'une Politique de Gestion des Risques Opérationnels. Cette politique formalise les rôles et assure l'implication de l'ensemble des acteurs en charge de la maîtrise et la gestion des risques opérationnels. La gestion des risques opérationnels de la banque est matérialisée par le déploiement de dispositifs dédiés :

- **Dispositif de gestion des incidents opérationnels** : dispositif permettant d'identifier les incidents opérationnels, les quantifier et de mesurer leurs impacts sur CDG Capital d'une part. D'autre part, permettant d'assurer leurs traitements et d'éviter de nouvelles survenances.

Le dispositif de gestion des incidents déployé en 2012 a atteint une vitesse de croisière en 2013 et l'ensemble des incidents déclarés par les directions métiers ou par les instances de contrôle ont été traités conformément au dispositif.

- **Dispositif de gestion des risques opérationnels** : dispositif dynamique de gestion des risques opérationnels portant sur l'ensemble des activités métiers et support de la banque. Ce dispositif repose sur l'identification des zones de risques et la mise à jour permanente de la cartographie des risques opérationnels, leur cotation au regard de leur fréquence et de leur impact potentiels, la conception des dispositifs de maîtrise y afférents et le suivi de la mise en œuvre de ces derniers dans le cadre de la surveillance des risques.

Suite aux travaux d'identification et de cotation des événements de risques et des niveaux des dispositifs de maîtrise des risques opérationnels de la Banque, CDG Capital, à travers les cartographies mises à jour, s'assure de la bonne maîtrise des différents risques opérationnels inhérents à ses activités.

La fréquence et les impacts des incidents avérés en 2013 demeurent acceptables pour la Banque. Aussi, les actions correctives/préventives sont constamment identifiées et leurs mises en place est assurée et suivie par la Direction Générale.

## 5. Plan de continuité de l'activité

Dans la continuité des actions engagées en matière de gestion de risques opérationnels (basée sur les directives Bâle III), CDG Capital veille à identifier les risques opérationnels majeurs qui pourraient provoquer la perte d'activité, de fonction, de processus ou de services critiques et qui auraient des conséquences substantielles sur la continuité des opérations de l'établissement et/ou du système financier.

Les perturbations opérationnelles majeures prises en compte et analysées dans la démarche stratégique sont celles qui peuvent causer la destruction ou des dégâts sévères de l'infrastructure physique et des équipements, la perte ou l'indisponibilité du personnel et la restriction d'accès aux bâtiments de la CDG et de ses filiales financières.

La classification de ces perturbations opérationnelles majeures est basée sur la prise en compte des mesures préventives opérationnelles (plan de prévention des risques) et les dispositifs de secours immédiatement disponibles (site informatique de secours, site de replis utilisateurs, dispositifs de gestion de crise, ...).

A ce titre, CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

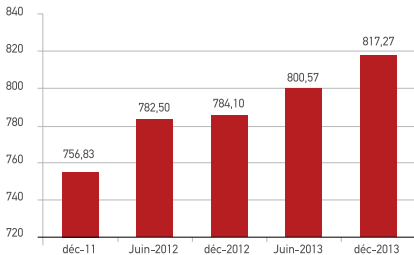
L'année 2013 a été consacrée à la finalisation de la phase finale d'implémentation du PCA sur le périmètre CDG Capital. Dans ce cadre et afin de s'assurer du bon fonctionnement du PCA de la Banque, une panoplie de tests a été réalisée entre Août et Décembre 2013.

L'année 2014 sera l'année de la fiabilisation des installations et de la mise en place du Plan de Maintien en Conditions Opérationnelles du PCA afin de pérenniser son bon fonctionnement du PCA.

## IV. Fonds propres et profil de solvabilité

Les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément à la circulaire 07/06/2010 de Bank AL-Maghrib.

Les fonds propres prudentiels se sont appréciés de 41,5 sur l'année 2013, pour s'établir à 817 Mdhs<sup>1</sup>. Cette évolution s'est alignée sur celle de l'activité et a permis de maintenir un bon profil de solvabilité pour CDG Capital.



CDG Capital calcule les exigences en fonds propres réglementaires, aussi bien pour le risque de crédit, les risques de marché que les risques opérationnels. Ces calculs sont basés sur la méthode standard de Bâle II pour les risques de crédit et opérationnel et sur l'approche avancée de Bâle II pour les risques de marché suite à l'homologation du modèle interne de CDG Capital par Bank AL-Maghrib.

Le ratio de solvabilité de CDG Capital s'établit à fin décembre 2013 à 20,60%. Il continue d'assurer une marge importante pour l'évolution de l'activité.

## V. Système de contrôle permanent

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continue est au cœur de ses préoccupations. Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle permanent des opérations ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente. Ce système se base sur une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Le Contrôle Permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels impliquant ainsi la vigilance de l'ensemble des collaborateurs. Il est matérialisé et déployé à travers un manuel de contrôle couvrant l'ensemble des activités, un plan de supervision et un plan de communication. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités.

Il est à noter que les travaux de contrôle permanent sont régis par le référentiel de contrôle permanent et la procédure de contrôle permanent élaborés et déployés en 2012. Ils sont cadrés par les répertoires de contrôles établis et mis à jour au fur et à mesure de la phase de déploiement du projet de refonte des dispositifs de contrôle permanent et de gestion des risques opérationnels.

<sup>1</sup> Chiffre provisoire  
<sup>2</sup> Provisoire



**CDG CAPITAL S.A****ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION  
PROVISOIRE DES COMPTES CONSOLIDES****PERIODE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation provisoire de CDG CAPITAL S.A et ses filiales (Groupe CDG CAPITAL) comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives relatifs à la période du 1er janvier au 31 décembre 2013. Cette situation provisoire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 1.140.544 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 133.545.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe CDG CAPITAL arrêtés au 31 décembre 2013, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 11 mars 2014

**Les Commissaires aux Comptes****DELOITTE AUDIT**  
**Ahmed BENABDELKHALEK****Associé****FIDAROC GRANT THORNTON**  
**Faïçal MEKOUAR****Associé**